



**Communauté d'Agglomération Grand
Calais Terres & Mers**

**Marché de service pour la maintenance du
logiciel Poséidon – système de prévention
des noyades**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

(C.C.A.P.)

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants - Montant du marché - Masse des travaux - Durée du marché - Dispositions diverses

1.1 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

1.1.1 - Tranches et Lots

1.1.2 - Forme du marché

1.2 - Maîtrise d'œuvre

1.3 - Contrôle technique

1.4 - Coordination Sécurité et protection de la santé

1.5 - Augmentation ou diminution dans la masse des travaux

1.6 - Durée du marché

1.7 - Dispositions diverses

Article 2 - Documents contractuels

a) Pièces particulières

b) Pièces générales

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages

3.1 - Répartition des paiements

3.2 - Tranches conditionnelles

3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier

3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

3.4.2 - Prestations fournies à l'entrepreneur

3.4.3 - Caractéristiques des prix pratiqués

3.4.4 - Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

3.4.5 - Travaux en régie

3.4.6 - Modalités de règlement des comptes

3.4.7 - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

3.4.8 - Approvisionnements

3.5 - Variation dans les prix

3.5.1 - Type de variation des prix

3.5.2 - Mois d'établissement des prix du marché

3.5.3 - Choix des index de référence

3.5.4 - Modalités de variation des prix

3.5.5 - Variations des frais de coordination

3.5.6 - Variations provisoires

3.5.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

3.6.2 - Modalités de paiement direct

3.6.2.1 - Cotraitants

3.6.2.2 - Sous-traitants

3.6.3 - Monnaie de compte du marché

Article 4 - Délai d'exécution

4.1 - Délai d'exécution des travaux

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

4.3 - Pénalités - primes d'avance

- 4.3.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux
- 4.3.2 - Pénalités de retard pour non respect des obligations engendrées par la réglementation SPS
- 4.3.3 pénalités pour absence aux réunions
- 4.3.4 pénalités diverses
- 4.3.5 Primes d'avance
- 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution
- Article 5 - Clauses de financement et de sûreté
 - 5.1 - Garantie financière
- Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits
 - 6.1 - Provenance des matériaux et produits
 - 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
 - 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- Article 7 - Implantation des ouvrages
- Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux
 - 8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
 - 8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
 - 8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
 - 8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers
 - 8.4.1 - Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier
 - 8.4.2 - Installations à réaliser par l'entrepreneur
 - 8.4.3 - Transport par voie d'eau
 - 8.4.4 - Emplacements mis à disposition pour déblais
 - 8.4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier
 - 8.4.6 - Signalisation des chantiers
 - 8.4.7 - Réglementations particulières
 - 8.4.8 - Restriction des communications
 - 8.4.9 - Clauses diverses concernant le chantier
 - 8.4.10 - Utilisation des voies publiques
 - 8.5 - Garde du chantier en cas de défaillance de l'entrepreneur
- Article 9 - Contrôles et réception des travaux
 - 9.1 - Essais et contrôles des ouvrages
 - 9.2 - Réception
 - 9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
 - 9.4 - Documents fournis après exécution
 - 9.5 - Délais de garantie
 - 9.6 - Garanties particulières
 - 9.7 - Assurances
- Article 10 - Résiliation du marché
- Article dernier - Dérogation aux documents généraux

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants - Montant du marché - Masse des travaux - Durée du marché - Dispositions diverses

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux ou les ouvrages suivants :

**Marché de service pour la maintenance du logiciel de prévention des noyades
« Poséidon » à la piscine ICEO.**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le groupement titulaire du marché ou l'entreprise générale est désigné sous le vocable "l'entrepreneur".

1.1 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

1.1.1 - Tranches et Lots

Les prestations ne font pas l'objet d'un découpage en tranches.

Les prestations ne sont pas répartis en lots.

1.1.2 - Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de commandes passé en application de l'article 78 – I alinéa 3 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Maintenance du logiciel de prévention des noyades « POSEIDON » à la piscine ICEO	Montant Maximum de commandes par période
	22 000 € HT

1.2 - Maîtrise d'œuvre

Sans objet .

1.3 - Contrôle technique

Sans objet .

1.4 - Coordination Sécurité et protection de la santé

Sans objet .

1.5 - Augmentation ou diminution dans la masse des travaux

Sans objet .

1.6 - Durée du marché

Le marché commence à la date de notification du marché jusqu'au 31 décembre 2017. Il est reconductible 3 fois 1 an.

1.7 - Dispositions diverses

Sans objet .

Article 2 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- acte d'engagement (A.E.)
- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le règlement de consultation (R.C) ;
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- devis du prestataire

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.5.2 du présent cahier.

- cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures et services.

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- soit à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- soit au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Tranches conditionnelles

Sans objet.

3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier

Sans objet

3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

3.4.2 - Prestations fournies à l'entrepreneur

Sans objet .

3.4.3 - Caractéristiques des prix pratiqués

A) Modalités de règlement

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés à prix unitaires selon les conditions portées à l'acte d'engagement et dans le devis du prestataire.

B) Forfaitisation des prix

Les prix forfaitisés sont indiqués dans le devis du prestataire.

C) Devis d'intervention:

Les devis doivent être établis et détaillés aux conditions de prix prévus par le marché.

Lorsque le maître de l'ouvrage estime que le devis présenté n'est pas assez détaillé, l'entrepreneur fournit les renseignements complémentaires dans les délais fixés.

D) Attachements

Sans objet .

3.4.4 - Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

Sans objet.

3.4.5 - Travaux en régie :

Sans objet.

3.4.6 - Modalités de règlement des comptes

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
Direction des Ressources Financières
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

3.4.7 - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

3.4.8 - Approvisionnements

Les approvisionnements dans les ateliers de l'entrepreneur ou sur chantier ne peuvent pas figurer dans les décomptes de travaux.

3.5 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-dessous :

3.5.1 - Type de variation des prix

La révision des prix s'effectuera à chaque reconduction.

3.5.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois ci-après : mai 2017 ; ce mois est appelé "mois zéro".

3.5.3 - Choix des index de référence

Sans objet .

Clause de sauvegarde

La personne publique se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date anniversaire du marché, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5.00 %.

3.5.5 - Variations des frais de coordination

Sans objet.

3.5.6 - Variations provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.5.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 134 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- ◇ les renseignements mentionnés à l'article 135 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics ;
- ◇ la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics ;

- ◇ le comptable assignataire des paiements ;
- ◇ le compte à créditer.

3.6.2 - Modalités de paiement direct

3.6.2.1 - Cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

3.6.2.2 - Sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de la personne publique au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à la personne publique ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la personne publique ou à la personne désignée dans le marché par la personne publique, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La personne publique ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

La personne publique procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par la personne publique de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ci-dessus.

La personne publique informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

3.6.3 - Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire, c'est-à-dire en euros.

Article 4 - Délai d'exécution

4.1 - Délai d'intervention

Les délais d'intervention sont indiqués dans le CCTP.

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

Sans objet

4.3 - Pénalités - primes d'avance

4.3.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

L'entrepreneur subira, par jour de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité de :

- 50 Euros pour les bons de commande inférieurs à 2 000 Euros HT
- 100 Euros pour les bons de commande compris entre 2 000 et 4 000 Euros HT
- 150 Euros pour les bons de commande supérieurs à 4 000 Euros HT

Les stipulations ci-dessus s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé dans chaque ordre de service.

Dans le cas où l'entrepreneur se verrait retardé dans l'exécution des travaux par un autre corps d'état ou par toute cause étrangère à son activité, il doit signaler, dans les cinq jours et par écrit, les raisons et l'importance de ce retard. A défaut de le faire, il n'est pas fondé à élever de réclamation et les pénalités de retard lui sont entièrement applicables.

4.3.2 - Pénalités de retard pour non respect des obligations engendrées par la réglementation SPS

Sans objet .

4.3.3 pénalités pour absence aux réunions

Sans objet .

4.3.4 pénalités diverses

Sans objet .

4.3.5 Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu au marché.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Pas de stipulations particulières.

4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Aucun document n'est à remettre après exécution.

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

5.1 - Garantie financière

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

5.2 - Avance

Aucune avance n'est versée à l'entrepreneur.

Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Sans objet .

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

Article 7 - Implantation des ouvrages

Les conditions d'implantation des ouvrages sont définis contradictoirement par l'entrepreneur et par avant tout commencement de travaux.

Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Sans objet .

8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Sans objet .

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Sans objet .

8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

8.4.1 - Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier

8.4.2 - Installations à réaliser par l'entrepreneur

8.4.3 - Transport par voie d'eau

8.4.4 - Emplacements mis à disposition pour déblais

8.4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Sans objet .

8.5 - Garde du chantier en cas de défaillance de l'entrepreneur

Sans objet .

Article 9 - Contrôles et réception des travaux

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Sans objet.

9.2 - Réception

Sans objet .

9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet .

9.4 - Documents fournis après exécution

Sans objet.

9.5 - Délais de garantie

Les conditions et la durée des garanties contractuelles sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

9.6 - Garanties particulières

Sans objet.

9.7 - Assurances

L'entrepreneur et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties (donc sans obligation d'étendue illimitée, par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.), qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, la personne publique se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

Article 10 - Résiliation du marché

Les clauses des articles 29 à 36 du C.C.A.G. sont applicables.

Article 11 - Dérogations au C.C.A.G.

L'article 4.3.1 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14 du C.C.A.G. de Fournitures Courantes et de Services.

L'article 9.7 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 9 du CCAG de Fournitures Courantes et de Services.